

Et nous ? (v)

En février 1979, j'ai eu le privilège de m'embarquer dans le premier vol Paris-Téhéran qui a suivi celui qui venait de ramener de France l'ayatollah Khomeïni.

Je voulais me rendre en Iran pour vivre de l'intérieur la révolution iranienne et témoigner de ce que j'aurais vu et vécu. C'est ce que je ferai en publiant dans l'unique quotidien francophone algérien de l'époque, El-Moudjahid, mon témoignage sous la forme d'un long reportage intitulé «Voyage dans la révolution iranienne» (2, 3 et 4 juin 1979).

En ce temps-là, il fallait se déplacer et prendre des risques pour voir se dérouler une révolution, car les chaînes satellitaires n'existaient pas. Aujourd'hui, on peut le faire de son salon ou d'un café public, et en savoir davantage. C'est ainsi qu'il nous a été donné ces derniers mois d'assister en direct à des moments rares dans l'histoire humaine, le déroulement de plusieurs révolutions simultanées. Ces images nous ont ébahis et emplis de bonheur. Il en est aussi qui nous ont traumatisés et terrifiés car, en les regardant, on ne pouvait s'empêcher de penser : «Et si cela arrivait chez nous ?»

Ce sont surtout celles qui nous viennent de Libye, nous montrant un pays imploser, un Etat s'effiloche, une armée se désagréger, des citoyens bombardés par l'aviation de leur pays, des forces étrangères détruire toutes les infrastructures à partir du ciel ou de la mer, et tout cela à cause d'un homme, d'un seul homme. Qui eût cru que nos frères Libyens en arriveraient là ? Si, Dieu nous en garde, un tel malheur devait un jour survenir chez nous, il se trouvera aussi des gens pour dire «Qui l'eût cru ?» Par le passé, l'Afghanistan, la Somalie et le Yémen ont connu un tel sort, pour d'autres raisons. Ce dernier risque même de replonger, tandis que le Pakistan et la Côte d'Ivoire sont sur la pente qui y mène.

On peut observer à l'opposé que la Belgique n'a pas de gouvernement depuis un an, que la société est coupée en deux, mais que le pays continue de tourner comme si de rien n'était. S'il fonctionne comme s'il était en pilotage automatique, c'est parce que les citoyens belges, Flamands et Wallons, ont fait leur révolution démocratique il y a deux siècles. Tout ce qu'il y a, c'est que l'une des deux communautés souhaite divorcer. Aucune balle n'a été tirée, et on ne déplore aucune perte humaine ou matérielle conséquente à une violence.

Qu'en est-il de notre pays à l'heure des révoltes arabes ? Abderrahmane Al-Kawakibi, dont les idées s'appliquent parfaitement à la problématique actuelle des pays arabes alors qu'elles remontent à 1866, écrit dans Les caractères du despotisme : «La nation qui ne ressent pas unanimement ou dans sa majorité les souffrances du despotisme ne mérite pas la liberté... Avant de combattre le despotisme, il convient de préparer le régime qui doit le remplacer... Le despotisme occidental, s'il vient à disparaître, sera remplacé par un gouvernement qui établira les institutions que les circonstances permettront, tandis que le despotisme oriental, venant à disparaître, sera suivi d'un despotisme encore plus rigide.

Il en est ainsi car les Orientaux n'ont nullement l'habitude de se préoccuper du proche avenir, leur plus grand souci étant axé sur ce qui se passera dans l'au-delà.»

Avant de nous demander si la vague des révolutions arabes va toucher notre pays, mettons les pieds dans le plat et posons-nous les questions que suggère ce que

nous venons de lire : existe-t-il une situation de despotisme en Algérie ? Sommes-nous unanimes dans sa condamnation, le cas échéant, pour mériter la liberté ? Avons-nous préparé la voie au régime qui le remplacerait ? N'avons-nous pas failli, en 1991,

remplacer le despotisme par un autre, encore plus rigide ? En un mot, comme en cent, sommes-nous mûrs pour la révolution démocratique ? Je peux tout de suite faire une réponse express à la dernière question qui n'engage que moi : pour la révolution oui, à tout moment, pour la démocratie c'est moins sûr. Certes, ce n'est pas parce que le feu prend dans une maison que toutes les autres doivent brûler, mais si elles sont faites de mêmes matériaux l'embrasement

Nous devons nous rendre à l'évidence qu'actuellement notre peuple n'est intéressé que par son quotidien difficile : il ne «veut pas d'histoires» ; il n'a que faire de «cette démocratie qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts» ; il veut juste «vivre».

est inévitable. Or, notre maison est de chaume. Il faut se hâter d'en construire une nouvelle, tant qu'on a des sous, sinon le feu la dévorera.

Des responsables officiels ont déjà assuré que notre pays ne sera pas touché pour des motifs que nous pouvons résumer ainsi : l'Algérie a fait sa révolution démocratique en 1988 ; l'Etat a les moyens financiers de faire face aux tensions sociales ; nos forces de l'ordre ont été renforcées et étoffées ; le pouvoir s'appuie sur une large base sociale... Aucun de ces arguments n'est vrai. Si nous avons fait notre révolution démocratique en 1988, où seraient ses résultats, et pourquoi cette haine persistante du pouvoir ? Le «système» a-t-il changé ? Y a-t-il eu alternance au pouvoir ? N'y a-t-il pas eu régulièrement des fraudes électorales ? N'a-t-on pas tripoté la Constitution ? Pour le second argument, il suffit de rappeler que la Libye, avec six fois moins d'habitants et deux fois plus de rentrées en devises que nous, n'a pas été épargnée. Pour le troisième argument, l'Égypte possédait des forces de répression (deux millions d'hommes) plus nombreuses que les nôtres, mais qui n'ont pas pour autant libéré «Maydan Tahrir» ou sauvé Moubarak. Quelle que soit leur importance numérique ou la performance de leurs équipements, des forces de l'ordre ne peuvent pas venir à bout de la volonté populaire quand celle-ci se met réellement en mouvement. On ne peut pas tuer des milliers de personnes quand le monde entier regarde et que des poursuites internationales guettent les auteurs de massacres. Quant au quatrième argument, les militants «administratifs» des partis de Ben Ali et de Moubarak (des millions là encore) auraient empli les rues de Tunis et du Caire et noyé dans leurs flots les

manifestants s'ils avaient été une réalité. Or, tout ce qu'on a vu, ce sont les chevauchées fantastiques de «baltagua» vite mis en déroute.

Il y a cependant d'autres raisons que celles-là de douter que la vague révolutionnaire touchera notre pays. Il y a eu une immolation par le feu à Sidi Bouzid, et depuis une dizaine de pays se sont enflammés. Il y en a eu une vingtaine chez nous sans que rien ne se passe dans le

quartier même où elles ont eu lieu. Je peux m'avancer à prédire qu'il n'y aura pas de révolution chez nous à brève échéance. Mieux encore, on peut la rendre complètement inutile car les révolutions ne sont jamais souhaitables. Les peuples n'y recourent que lorsque

les dirigeants les y acculent par leur mauvaise gestion, leurs excès et leur enfermement sur eux-mêmes. La révolution n'est pas un but en soi, c'est ce qu'elle permet de réaliser qui la légitime.

Si les buts d'une révolution peuvent être atteints par la voie pacifique, il n'y a pas mieux car cela évite au pays concerné des pertes humaines et matérielles. C'est ce qu'essaie justement de faire notre voisin marocain. Il ne faut cependant pas se hâter de se réjouir. En place et lieu d'une révolution, si les choses restent en l'état, les grèves, sit-in, émeutes, jacqueries, soulèvements locaux, tensions régionales, conflits tribaux, affrontements de quartiers et zones de non-droit dont nous sommes familiers iront crescendo et éroderont petit à petit l'Etat. Il suffira alors d'un rien pour que les feux locaux deviennent un brasier national.

Les émeutes sont le stade primaire de la politique. On veut «donner une leçon au pouvoir», «lui montrer...», sans vouloir nécessairement son départ. Non pas parce qu'on tient à lui, mais parce qu'une funeste idée s'est insinuée dans les mentalités : «Celui qui vient est pire que celui qui s'en va, alors à quoi bon ?» La révolution c'est la violence, certes, mais au service d'une idée : une idée de ce qu'on veut mettre à la place de ce qu'on veut détruire. La révolution, c'est une idée futuriste de la vie d'une nation, de l'Etat, de la société, portée par une majorité de citoyens. Or, s'il a toujours existé dans notre pays une unanimité sur le rejet du «système», pour des considérations diverses, il n'a jamais existé un consensus sur l'alternative à lui apporter.

Nous sommes encore à l'âge des choses (loqmat al aïch) et à l'âge des personnes (l'homme providentiel). Nous n'avons pas encore accédé à l'âge des idées : celui d'un projet de société consensuel allant dans le sens de l'histoire, qui assurerait le pain quotidien à tous, sans le despotisme d'une personne, d'un groupe ou d'un parti.

Le soulèvement d'octobre 1988 ne véhiculait qu'un rejet violent du pouvoir. Il n'y avait, avant que le FIS ne le récupère, aucune banderole, aucune pancarte, aucun slogan. Il a duré trois jours et un seul discours larmoyant de Chadli a suffi pour faire rentrer chez eux les émeutiers, en larmes pour bon nombre d'entre eux aussi. Les émeutes de janvier 2011 n'ont pas duré davantage et ne comportaient pas plus de message politique. Tout le monde a convenu qu'il fallait juste baisser le prix des produits de première nécessité, ce qui fut vite fait. Les images des mouvements de foules, des banderoles, des slogans, les paroles des manifestants en Tunisie et en Égypte tournent quotidiennement en boucle sur Al-Jazeera, Al Arabiya et d'autres chaînes.

Regardons-les bien et demandons-nous si elles ressemblent à Octobre 1988 et à janvier 2011. Comparons la composante des foules, écoutons les déclarations faites par les jeunes, les moins jeunes, les femmes, les intellectuel, les badauds... sont-elles comparables avec celles tenues par nos jeunes ? A-t-on entendu «achaâb yourid al visa» ? Examinons les slogans qui reviennent le plus souvent dans les manifestations : «Pouvoir assassin», «Oulach smah oulach», «One, two, three, viva l'Algérie»... Où est la vision politique d'avenir là-dedans ? Où sont les idées ?

Nous avons eu par deux fois au moins la violence à grande échelle, car les émeutes ponctuelles sont quasi quotidiennes, mais une seule fois des «idées» portées par une majorité : celles brandies par le FIS en 1988 et qui consistaient à peu près en ceci : la démocratie est «kofr» ; pas de charte ni de Constitution, mais le Coran seul ; changement des habitudes alimentaires et vestimentaires

Par Nour-Eddine Boukrouh



Photo : DR

des Algériens ; pas de mixité dans les écoles ; tribunaux populaires pour les généraux ; suppression des impôts... On vient de le lire sous la plume de Kawakibi : «Les musulmans n'ont nullement l'habitude de se préoccuper du proche avenir, leur plus grand souci étant axé sur l'au-delà...» Ce que promettait justement le FIS à ceux qui voteraient pour lui, c'était le paradis ; une grande partie du corps électoral s'avéra intéressée ; ce sont les portes de l'enfer qui s'ouvrirent finalement devant tous. Finalement, quelle était la partie à blâmer, le FIS ou les électeurs (autrement dit le peuple) ? Un insensé, des insensés, peuvent surgir à n'importe quel moment dans n'importe quel pays et promettre n'importe quoi aux foules. Des deux, qui sont les plus insensés : ceux qui promettent ou ceux qui les suivent ?

Nous sommes libres depuis à peine un demi-siècle que nous voyons déjà se profiler à l'horizon le spectre de la faillite générale. Nous aurons fait une brève incursion dans l'histoire, nous aurons connu pour peu de temps la vie nationale et moderne.

Un exemple : l'équivalent de notre FIS vient d'apparaître en Tunisie sous le nom de «Front islamique de libération». Ses chefs ont annoncé qu'ils ont préparé une plateforme à l'intention de l'Assemblée constituante qui sera élue en juillet prochain. Et que préconisent-ils dans ce document ? La restauration du khalifat et l'interdiction de la

démocratie et du multipartisme si leur parti arrivait au pouvoir. Tout simplement, et dit avec le sourire. Cela dit, où réside le problème, et surtout qui détient sa clé : ces insensés, qui ont toutefois le bon sens d'afficher leur programme, ou le corps électoral au moment du vote ? On peut paniquer à la place des Tunisiens et leur conseiller de ne pas courir de risque en agréant ce parti, comme avaient fait avec nous Ben Ali, Moubarak et Kadhafi.

Ce serait leur manquer de respect car cela reviendrait à leur dire tacitement que la moitié d'entre eux sont éligibles à la folie. Si ce sont les Tunisiens et Tunisiennes qu'on a vus à la télé ces derniers mois qui iront voter dans quelques mois, il n'y a rien à craindre. Le peuple tunisien est passé au grade de société il y a longtemps, il lui restait juste à aller nettoyer lui-même les écuries d'Augias, puisque ni les militaires ni l'élite ne s'y étaient résolus. Mais je vous le concède : attendons pour voir, à l'instar du général Rachid Ammar certainement. Le problème qui se posait à l'Algérie en octobre 1988 se pose toujours dans les mêmes termes : comment instaurer une démocratie en l'absence d'une opinion publique définitivement gagnée aux idées démocratiques ?